



Communiqué de presse

Quelques semaines seulement après les commémorations du 80^e anniversaire de la Victoire du 8 mai 1945, le gouvernement vient brusquement d'annoncer la suppression du 8 mai comme jour férié dans le cadre d'un vaste plan d'économies budgétaires.

A la dette qui nous relie pour toujours aux résistants et déportés, il a été préféré un médiocre marchandage sur l'autel de la dette financière.

Pour le Comité du Souvenir - Résistance 44, cette décision est indigne et inacceptable, rien ne peut la justifier

La date du 8 mai n'est pas une date parmi d'autres : elle marque la capitulation de l'Allemagne nazie face aux forces Alliées, mettant fin à un régime raciste et criminel sans équivalent dans l'histoire.

Elle est emblématique des souffrances et des sacrifices subis pendant cinq ans par des millions d'enfants, de femmes et d'hommes dans les pays en guerre et dans le système concentrationnaire et d'extermination.

En banalisant le 8 mai, le gouvernement banalise cette page essentielle de notre histoire dans la mémoire collective, et le combat des résistants pour la solidarité et la liberté.

Dans un contexte de montée des idées racistes et xénophobes dans notre pays y compris dans l'Ouest, portées par une extrême droite héritière du pétainisme, et dans de nombreux autres où les fondements de la démocratie sont attaqués par des dirigeants fascistes, et que les conflits guerriers en Ukraine, en Palestine et ailleurs ne sont pas résolus et font peser de lourdes menaces sur la paix mondiale, le 8 mai doit rester comme la journée symbole de la résistance à toutes les formes de fascisme.

C'est le message qu'attendent les jeunes générations.

Le Comité du Souvenir – Résistance 44 demande instamment au Premier ministre de maintenir férié le 8 mai, par respect pour les résistants, déportés et victimes de la Seconde Guerre mondiale.

Nantes, le 16 juillet 2025